



REPÈRES

À BÂTONS ROMPUS

INVITÉ DU MOIS

JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD,
président de Démocratie et
Spiritualité, fondateur de Solidarités
nouvelles face au chômage.

"Soyons nous-mêmes le changement que nous

Depuis plus d'un an, une vingtaine d'associations et autant de personnalités, emmenées par Jean-Baptiste de **Foucauld** ont travaillé à l'élaboration du Pacte civique. Les 14 et 15 mai dernier, il a été lancé officiellement, avec le soutien de Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, et en présence de plus de 400 personnes. Jacques Delors, Pierre Méhaignerie, Patrick Braouezec, entre autres personnalités politiques, y étaient. Le JAS aussi, avec lequel l'initiateur de la démarche est revenu sur ses fondements et ses objectifs.



Jean-Louis Sanchez: Vous venez de lancer un pacte civique. Quelle est sa raison d'être et pourquoi maintenant ?

Jean-Baptiste de Foucauld : Parce que la crise de sens que connaît la société depuis déjà assez longtemps, a pris une ampleur nouvelle avec l'accumulation des difficultés sociales, des problèmes écologiques... Il y a besoin d'ouvrir de nouvelles voies, de chercher un nouveau paradigme. On n'a pas toutes les solutions, mais il faut prendre une route, ouvrir un chemin clairement, de

manière ferme, pour créer un clivage entre ceux qui pensent que l'on peut rafistoler et continuer comme avant et ceux qui pensent qu'il y a, sans injurier le passé, à créer un nouvel état d'esprit. Il faut générer une nouvelle attitude dans la société qui permette de prendre à bras-le-corps des problèmes ensemble, sans plus rêver de la bonne mesure qui va régler les problèmes à notre place. Le but de ce pacte, c'est dire qu'il faut commencer par balayer devant sa porte individuellement : ne pactisons-nous pas les uns, les autres avec la société

de l'individualisme, du chacun pour soi, du désengagement, du désintérêt pour autrui ? en faisons-nous assez ? Soyons nous-mêmes le changement que nous voulons, comme disait Gandhi.

À partir de là, nous pourrions créer un mouvement de confiance pour convoquer les organisations à changer afin qu'elles retrouvent le sens profond de leurs finalités, qu'il s'agisse du service public, qu'il s'agisse de l'entreprise qui n'est pas seulement une machine à fabriquer de l'argent mais une machine à faire tra-

voulons''

vailler des gens ensemble, qu'il s'agisse des associations qui parfois se mettent en concurrence les unes par rapport aux autres, cultivent les egos plus que les causes qu'elles sont censées servir, qu'il s'agisse des syndicats qui défendent peut-être trop les personnes en place et pas assez ceux qui voudraient entrer dans la place... Nous souhaitons que les responsables de ces organisations s'engagent à faire ce qu'ils peuvent là où ils sont pour faire bouger les choses. Viendront alors les changements politiques. Ils ont un pouvoir multiplicateur plus grand. Mais s'ils ne sont pas associés à des changements organisationnels et à des changements individuels, ils ne peuvent rien. Les réformes imposées d'en haut ne marchent plus, elles doivent être portées par la société civile. Il faut arrêter de croire que les réformes se suffisent à elles-mêmes et qu'elles n'ont pas besoin d'être accompagnées par des réformes de nos propres vies. Ces trois types de changement doivent être simultanés parce qu'ils se conditionnent l'un l'autre. Aucun ne peut suffire à lui seul. Quand ils seront mis bout à bout, on pourra vraiment ouvrir une nouvelle route.

J-L. S. : Vous insistez sur les aspects collectifs pour mieux présenter l'importance de l'engagement individuel. Qu'est-ce qui vous fait croire en sa renaissance ?

J-B. de F. : Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans la déliquescence du lien social. La généralisation de la

vulnérabilité a au moins permis de créer un mouvement de résistance personnelle à l'égard du culte de l'argent, à l'égard de l'intérêt individuel érigé en dogme, à l'égard du désir qui n'a pas de limites. C'est cette révolution morale dont a besoin la société : une véritable prise de responsabilité individuelle. Quand nous parlons de changement de comportement individuel, nous nous adressons aux citoyens de base, mais aussi aux responsables d'organisation et aux responsables politiques. Par exemple, si un responsable politique signe l'engagement numéro un qui dit qu'il faut se donner régulièrement des temps de pause pour réfléchir au sens de son action, à la manière dont on assume ses responsabilités, il devra se demander s'il ne cumule pas trop de mandats. Pour que son action ait vraiment du sens, cela implique qu'il ait le temps de réfléchir pour lui-même et d'organiser la réflexion collective. Car il y a, dans notre pays, un énorme besoin de délibération, les gens au fond ne sont pas désengagés en profondeur, ils sont désengagés parce qu'on ne leur donne pas la parole de manière concrète et efficace.

J-L. S. : Votre optimisme est-il compatible avec la crise de confiance que révèlent tous les sondages ?

J-B. de F. : D'abord, il faut toujours avoir foi en l'espérance, c'est un principe de base de la résistance, de l'action démocratique. C'est pourquoi un des objectifs du Pacte est de créer un contexte de confiance et de coopération pour avancer ensemble, non pas pour gommer les désaccords, mais pour les expliciter, pour qu'on les comprenne bien et que la délibération, le choix, l'arbitrage se fassent dans de bonnes conditions, et non pas sous la pression médiatique du moment. En outre, il y a un gros déca-

lage entre la classe politique nationale, celle que l'on voit dans les médias, qui s'agit sans arrêt, et les élus locaux. Je pense que l'élu local, principalement le maire, est quelqu'un qui est beaucoup plus en phase avec le corps électoral. J'étais récemment à Vitry, qui a ramené son taux de chômage à 5 %, un taux que la crise n'augmente pas, parce qu'il y a tout un contexte de coopération, de travail en commun, de non-résignation au chômage, à l'exclusion qui s'est créé depuis longtemps. C'est vrai aussi des villes qui ont organisé des Ateliers du vivre ensemble et de la fraternité, démarche qui, au fond, a anticipé celle du Pacte civique au niveau local. Il n'y a pas de raison que cet état d'esprit reste confiné sur le terrain, il doit pouvoir remonter. Nous sommes dans une démarche ascendante qui va interpellier la classe dirigeante : nous allons écrire aux partis politiques, aux syndicats, aux grandes entreprises, aux grandes associations pour leur demander comment ils se situent par rapport à notre démarche du triple changement et ce qu'ils souhaitent porter dans le débat politique.

J-L. S. : Un certain nombre d'organisations ont déjà signé le Pacte civique, des signatures individuelles parviennent chaque jour. Quelles sont les prochaines étapes ?

J-B. de F. : Nous devons travailler plus particulièrement en direction des jeunes, qui ont trop peu participé à la rédaction du Pacte, en direction des médias également... Et du monde de l'immigration. Lors des journées de lancement du Pacte, Dounia Bouzar, anthropologue du fait religieux, nous a expliqué que lorsque l'on n'a aucune place, on veut toute la place, et qu'il faut que nous apprenions à transpirer ensemble vers un but commun. Le Pacte civique doit y contribuer.